



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Du-citoyen-au-consommateur-ou-l>

Éditorial

Du citoyen au consommateur, ou l'inverse ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1010 - mai 2001 -

Date de mise en ligne : samedi 4 octobre 2008

Date de parution : mai 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Pourquoi le combat des cheminots grévistes en 2001 a-t-il semblé trouver moins de compréhension dans l'opinion que leur mouvement de 1995 ? Poids de certains médias ? Preuve que les usagers ne sont pas conscients du démantèlement programmé du service public ? Qu'ils en ont pris leur parti et que déjà « le peuple s'est transformé en public » selon l'expression bien trouvée de Christophe Gallaz ? Il est alors à craindre que les clients de la SNCF ne comprennent que trop tard où les mène le discours néolibéral, tel celui d'E. Balladur affirmant : « il faut moderniser les services publics, c'est-à-dire leur appliquer les méthodes du marché ». Pourquoi ? â€ Il n'y a rien à expliquer : « la supériorité du marché n'est pas contestable et il n'existe pas de solution alternative... ceux qui refusent ce changement sont les nostalgiques d'un passé qui déjà disparaît... L'Union européenne impose la liberté de commercialiser, et bien que le libre marché soit un puissant levier de réformes... l'état doit favoriser son développement,... instaurer par des règles le droit de la concurrence, sans contrôle des prix. » Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter : « Trop souvent en France l'état réglemente et redistribue, ce qui coûte trop... Trop de charges sociales et trop de règles du travail découragent l'activité. » Bien entendu, un tel discours escamote toute confrontation avec les faits : les déconvenues, par exemple du public anglais qui fait les frais d'une telle modernité de ses trains, sont passées sous silence.

Cette politique du capitalisme à l'anglo-saxonne est pourtant à l'origine des nombreux conflits en cours, dont les fermetures brutalement annoncées chez Danone et chez Marks and Spencer, entre autres. L'opinion sera-t-elle convaincue par ce même discours qui continue en ces termes : « On ne peut que s'inquiéter du travers qui consiste à réclamer sans cesse des réglementations nouvelles : interdire à toute entreprise qui fait des profits de procéder à des licenciements serait aussi contraire au but poursuivi que le fut l'autorisation administrative de licenciement » ?

Ces doctes affirmations l'emporteront-elles sur les convictions de ceux qui voient dans un boycott des firmes qui licencient ainsi un sursaut citoyen ? P. Tartakowsky pense que ce boycottage « atteste un changement de sensibilité collective qui interpelle le fondement social mis à mal par la logique des actionnaires... les citoyens, révoltés moins par la méthode que par le système de pensée qui lui est sous-jacent, veulent intervenir, peser directement sur les décisions ». L'analyse d'un publiciste, M. Drillech, pour qui « à l'époque du "moi et maintenant" les individus veulent un activisme qui réussisse, s'entende et se voie », porte moins à l'optimisme. « La réponse se lira finalement dans les efforts que les responsables de la République accompliront sur le terrain législatif » conclut le secrétaire général d'Attac, mais il ne précise pas, et c'est dommage, que ces efforts pourraient commencer par abroger certaines lois, telles celle qui interdit toute grève limitée aux contrôles et qui permettrait aux trains de rouler gratuitement sans prendre le voyageur en otage et celle qui interdit d'appeler au boycott.

Bien au-delà des problèmes personnels, c'est l'orientation de notre société qui se joue. Est-il encore temps d'infléchir les décisions d'une firme, quand les concentrations sont telles qu'arrêter l'une c'est avantager ses deux ou trois rivales qui restent ? S'il fallait boycotter Hachette, seuls les abonnés de La Grande Relève auraient encore de quoi lire ! ...Supposons qu'un mouvement contre Danone parvienne à lui faire vraiment du tort, le groupe sera racheté plus facilement par un rival qui fera la même politique, fut-ce en y mettant la forme, mais la logique des actionnaires restera.

Et les tenants de cette logique ne manquent pas de culot pour la défendre. Certains vont même jusqu'à se servir de ces licenciements pour conclure : vous voyez bien qu'il faut développer l'actionnariat salarié et les fonds de pension ! Quand on apprend que Vandewelde, l'auteur du remarquable assainissement de Marks and Spencer (et qui a reçu plus de 6 millions en remerciement de l'avoir si bien effectué), embauché depuis 14 mois, touche un salaire de 7 millions par an, possède déjà 23 actions et 108 stocks-options, on voit mal comment pourraient faire contre-poids, même organisés, les malheureux salariés-actionnaires non encore licenciés !